



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-67  
Séance du 10 octobre 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Michel Perez, François Petit, Joel Salgues, Alexis Viala

Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjlabert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell,

**Absents ayant donné procuration :** M. Théo Briane pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Philippe Lenoir pouvoir à M. François Petit, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Pérez, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Brigitte Torrandell, M. Filipe Serra pouvoir à Mme Frédérique Bérard, Mme Irène Vilaplana pouvoir à M. Roger Caizergues.

**Absents excusés :** Mme Souhila Gouard

**Absents :** Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat, M. Didier Huber

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte Torrandell

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 13

**Procurations :** 6

**Absents :** 4

**Votants :** 19

**Date de convocation et affichage**

04 octobre 2024, affichage le 7 oct 2024

**Objet :** Présentation du rapport annuel du mandataire SA3M exercice 2023.

M. le maire donne la parole à Monsieur Joel Salgues adjoint déléguée au développement, économique qui expose :

Conformément à l'article L1524-5-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, monsieur Joel salgues soumet au conseil municipal le rapport du Président de l'Assemblée Spéciale des Collectivités pour l'exercice 2023 de la SA3M.

Le conseil municipal, entend Monsieur Joel Salgues, dans sa présentation du rapport du Président de l'Assemblée Spéciale des Collectivités pour l'exercice 2023 de la SA3M.

**Pas de Vote**

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 10 octobre 2024.

Roger CAIZERGUES  
Maire



Brigitte Torrandell  
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.10.2